



ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association Loi 1901

12 Rue de Genève
74100 ANNEMASSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association Loi 1901

12 Rue de Genève
74100 ANNEMASSE**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association VILLA DU PARC, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

fidexorSiège Social
Z.I. la Châtelaine
37 rue René Cassin
74240 GAILLARD
Tel. 04 50 39 97 00S.A.S au capital de 50 000 €
RCS THONON-LES-BAINS
SIRFN : 332 187 970 - APE : 6920ZSociété d'expertise comptable inscrite au tableau
de l'Ordre de la région Rhône-Alpes et de
commissariat aux comptes membre de la compagnie
régionale de Chambéry.**implid.com**



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux Adhérents de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 9 juin 2023

Le commissaire aux comptes
Fidexor

Thibault CHALVIN
Associé

Bilan

| | Brut | Amortissements Dépréciations | Net au 31/12/22 | Net au 31/12/21 |
|-------------------------------------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | |
| <i>Immobilisations incorporelles</i> | | | | |
| Autres immob. incorporelles / Avances et acompt | 3 016,44 | 3 016,44 | | |
| <i>Immobilisations corporelles</i> | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 20 735,64 | 8 889,40 | 11 846,24 | 13 675,54 |
| Immobilisations financières | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | 23 752,08 | 11 905,84 | 11 846,24 | 13 675,54 |
| Stocks | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 21 055,82 | 12 133,83 | 8 921,99 | 9 598,27 |
| Marchandises | 1 802,82 | | 1 802,82 | 1 802,82 |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 12 935,65 | | 12 935,65 | 11 139,00 |
| Autres créances | 64 794,57 | | 64 794,57 | 42 476,08 |
| Divers | | | | |
| Disponibilités | 144 306,58 | | 144 306,58 | 123 478,17 |
| Charges constatées d'avance | 15 107,07 | | 15 107,07 | 14 450,73 |
| ACTIF CIRCULANT | 260 002,51 | 12 133,83 | 247 868,68 | 202 945,07 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | 283 754,59 | 24 039,67 | 259 714,92 | 216 620,61 |

Bilan

| | Net au 31/12/22 | Net au 31/12/21 |
|---------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| PASSIF | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 148 716,59 | 99 269,51 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 29 557,76 | 49 447,08 |
| FONDS PROPRES | 178 274,35 | 148 716,59 |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| AUTRES FONDS ASSOCIATIFS | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Fonds dédiés sur subventions | 33 500,00 | 27 000,00 |
| FONDS DEDIES | 33 500,00 | 27 000,00 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 18 897,47 | 19 334,78 |
| Dettes fiscales et sociales | 16 107,10 | 15 475,44 |
| Autres dettes | | 4 100,00 |
| Produits constatés d'avance | 12 936,00 | 1 993,80 |
| DETTES | 47 940,57 | 40 904,02 |
| ECARTS DE CONVERSION | | |
| TOTAL DU PASSIF | 259 714,92 | 216 620,61 |

Compte de résultat

| | du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de biens et de services | 3 565,00 | 3 374,00 |
| Ventes de biens | 50,00 | 1 199,00 |
| Ventes de prestations services | 3 515,00 | 2 175,00 |
| Produits de tiers financeurs | 367 174,80 | 333 361,87 |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 367 174,80 | 333 361,87 |
| Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges | 15 729,72 | 18 513,48 |
| Utilisation des fonds dédiés | 27 000,00 | 34 377,00 |
| Autres produits | 11 307,98 | 3 423,02 |
| Total I | 424 777,50 | 393 049,37 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 676,01 | 320,00 |
| Autres achats et charges externes | 179 094,97 | 147 662,81 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 4 902,02 | 4 528,50 |
| Salaires et traitements | 117 628,03 | 107 051,34 |
| Charges sociales | 41 836,09 | 40 235,50 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 17 308,10 | 16 592,95 |
| Reports en fonds dédiés | 33 500,00 | 27 000,00 |
| Autres charges | 74,23 | 66,63 |
| Total II | 395 019,45 | 343 457,73 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 29 758,05 | 49 591,64 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 469,59 | 164,87 |
| Différences positives de change | 3,64 | |
| Total III | 473,23 | 164,87 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Total IV | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 473,23 | 164,87 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | 30 231,28 | 49 756,51 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 75,91 | 71,35 |
| Total V | 75,91 | 71,35 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 749,43 | 380,78 |
| Total VI | 749,43 | 380,78 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | -673,52 | -309,43 |
| Total des produits (I + III + V) | 425 326,64 | 393 285,59 |
| Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII) | 395 768,88 | 343 838,51 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 29 557,76 | 49 447,08 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Prestations en nature | 65 409,00 | 62 179,00 |
| Bénévolat | 8 535,00 | 8 578,00 |
| TOTAL | 73 944,00 | 70 757,00 |

Compte de résultat

| | du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU | | |
| Mise à disposition gratuite | 65 409,00 | 62 179,00 |
| Personnel bénévole | 8 535,00 | 8 578,00 |
| TOTAL | 73 944,00 | 70 757,00 |

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS VILLA DU PARC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 259 715 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 29 558 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/05/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et les règles et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03 et de ses textes modificatifs relatifs à la réécriture du plan comptable général, en particulier 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Disponibilités : les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences

Règles et méthodes comptables

précises sur les exercices à venir.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Effectif moyen de l'exercice: 3.43 personnes

Rémunération des commissaires aux comptes:

Commissaire aux compte titulaire

Honoraires de certification des comptes: 3377 euros

Honoraires des autres services: 0 euros

Descriptif de l'objet social de l'associations:

La mission de la Villa du Parc est de contribuer au développement de l'art contemporain, à sa diffusion et à la sensibilisation du public sous toutes ses formes.

Centre d'Art contemporain, la Villa du Parc est un lieu de culture vivante qui poursuit les objectifs suivants:

- la diffusion de l'art contemporain via l'organisation de 4 à 5 expositions d'art contemporain par an, présentant les oeuvres d'artistes français et internationaux émergents et/ou reconnus, à la Villa du Parc et/ou hors les murs;
- le soutien financier et/ou technique à la production d'oeuvres nouvelles dans le cadre de chaque exposition;
- la sensibilisation des publics scolaires et du tout public à l'histoire et à l'actualité de l'art contemporain via tout programme de médiation visant à approfondir savoir et connaissances en matière d'art contemporain et à favoriser la formation d'un sens et d'une intelligence critiques;
- le conseil et l'expertise pour étudier et conduire, à la demande et sous l'autorité de la Ville d'Annemasse, le projet de constitution d'un patrimoine municipal d'art contemporain, notamment en terme d'art public;
- le développement des partenariats au niveau local, régional et transfrontalier.

Régime fiscal de l'association:

Association à but non lucratif dont la gestion est désintéressée.

Oeuvres de la collection Villa du Parc

La collection d'oeuvres de la Villa du Parc, constituée par des dons d'artistes, a été comptabilisée au registre des immobilisations à l'actif du bilan. Chaque pièce a été évaluée à l'euro symbolique puisque la collection n'a pas été constituée dans un but spéculatif.

Mise à disposition des locaux

Les frais inhérents à la mise à disposition gratuite des locaux par la Ville d'Annemasse (valeur locative et charges), sont détaillées en transfert de charges dans le rapport financier.

Notes sur les retraites

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 26 547 euros

La convention collective de l'association prévoit une indemnité de départ à la retraite égale à l'indemnité de licenciement conventionnelle pour motif personnel et calculée dans les mêmes conditions.

L'association n'a pas signé d'accord particulier.

L'association n'a pas constaté ses engagements sous forme de provision.

Régimes à cotisations définies

Montant des cotisations comptabilisées en charges : 8 448 euros

Villa du Parc variation des fonds dédiés

Fonds dédiés

Subventions affectées

| | A Ouverture de l' exercice | Reports A | Utilisations Montant global B | Utilisations Dont rembours. C | A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C | A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj.) sans dép. |
|----------------------|-------------------------------------|---------------|----------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Fonds dédiés édition | 1 500 | 1 500 | 1 500 | | | |
| Fonds dédiés projet | 3 500 | 3 500 | 295 | | 3 205 | |
| Fonds dédiés édition | 3 000 | 3 000 | | | 3 000 | |
| Fonds dédiés comm | 13 000 | 13 000 | 10 959 | | 2 041 | |
| Fonds dédiés investi | 3 000 | 3 000 | | | 3 000 | |
| Fonds dédiés édition | 3 000 | 3 000 | 3 000 | | | |
| Report solde fonds d | | | 5 246 | | -5 246 | |
| Fonds dédiés Alexan | 2 500 | 2 500 | | | 2 500 | |
| Fonds dédiés Estefa | 2 000 | 2 000 | | | 2 000 | |
| Fonds dédiés Camill | 2 000 | 2 000 | | | 2 000 | |
| Fonds dédiés édition | 7 000 | 7 000 | | | 7 000 | |
| Fonds dédiés Eric GI | 2 000 | 2 000 | | | 2 000 | |
| Fonds dédiés façade | 10 000 | 10 000 | | | 10 000 | |
| Fonds dédiés comm | 2 000 | 2 000 | | | 2 000 | |
| Total | 54 500 | 54 500 | 21 000 | | 33 500 | |

La décision de reporter des fonds de l'association en Fonds dédiés a été prise par le conseil d'administration de la Villa du Parc

Notes sur l'actif immobilisé

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| <i>Valeurs brutes</i> | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 3 016 | | | 3 016 |
| Immobilisations corporelles | 25 350 | | 4 614 | 20 736 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 28 366 | | 4 614 | 23 752 |
| <i>Amortissements & provisions :</i> | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 3 016 | | | 3 016 |
| Immobilisations corporelles | 11 674 | 1 829 | 4 614 | 8 889 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 14 691 | 1 829 | 4 614 | 11 906 |
| ACTIF NET | | | | 11 846 |

Annexes Villa du Parc 2022

ASSOCIATION VILLA DU PARC

CHARGES A PAYER**EURO**

| Du 01/01/2022 au 31/12/2022 | | | |
|-----------------------------|-----------------------------------------|---------------|-------------|
| COMPTES CREDIT | DESIGNATION COMPTES | COMPTES DEBIT | MONTANT TTC |
| 4081 | FOURNISSEURS-FACTURES | | |
| | NON PARVENUES | | |
| | FIDEXOR | 622600 | 2 033,00 |
| | FRAIS POSTAUX | 626000 | 54,14 |
| | EXPOSITION 1 | 604110 | 250,00 |
| | EXPOSITION 2 | 622610/604110 | 400,00 |
| | EXPOSITION 3 | 622610/604110 | 1 270,00 |
| | RESIDENCE BOUDEMANGE | 604020 | 400,00 |
| | ORANGE | 626200 | 234,00 |
| | DROITS FACADE | 622610 | 1 500,00 |
| | REEDITION CATALOGUE ICONOGRAPHIE | 622610 | 1 000,00 |
| | | | 7 141,14 |
| 16884 | INTERETS COURUS | | - |
| 4282 | DETTES PROVISIONNEES POUR | | |
| | CONGES A PAYER | | |
| | CONGES A PAYER | 642000 | 2 215,29 |
| 4286 | PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER | | - |
| 4386 | ORGANISMES SOCIAUX | | |
| | CHARGES A PAYER | | |
| | CHARGES SUR CONGES A PAYER | 645000 | 1 057,19 |
| | URSSAF LIMOUSIN | 622610 | 9,00 |
| | | | 1 066,19 |
| 4486 | ETAT CHARGES A PAYER | | |
| | TVA ARTISTES | 622610 | 77,00 |
| 448633 | UNIFORMATION | 633300 | 1 958,74 |
| | | | 2 035,74 |
| 4686 | DIVERS CHARGES A PAYER | | - |
| 5186 | INTERETS COURUS A PAYER | | - |
| 4686 | DIVERS CHARGES A PAYER | | - |
| 4198 | CLIENTS AVOIR A ETABLIR | | - |

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

Annexes Villa du Parc 2022

ASSOCIATION VILLA DU PARC

PRODUITS A RECEVOIR **EURO**

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

| LIBELLE DES COMPTES | NUMEROS DE COMPTES | MONTANT |
|--------------------------------------|---------------------|----------|
| ETAT PRODUITS A RECEVOIR | 441005/44870 | |
| | | - |
| | | - |
| ORG SOC, PRODUITS A RECEVOIR | 43870 | |
| | | |
| BANQUE, PRODUITS A RECEVOIR | 51870 | |
| | | |
| | | |
| DIVERS, PRODUITS A RECEVOIR | 46870 | |
| PARTICIPATION PAYSALP | 758820 | 2 000,00 |
| FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR | 40980 | |
| | | |
| CLIENTS FACTURES A ETABLIR | 41810 | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | 2 000,00 |

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

ASSOCIATION VILLA DU PARC

EURO

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

[illegible]

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

SAINT-ALAUDY & QUELVENNEC.

[illegible]

DETAIL DES LOCATIONS LONGUE DUREE

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

| NATURE | LOYERS TOTAUX | LOYERS PAYES AVANT LE DEBUT DE L'EXERCICE | REMBOURSEMENT OU ANNULATION | LOYERS PAYES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | LOYERS A PAYER | | | | VALEUR RESIDUELLE |
|---------------|---------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|--------|--------------|---------|----------------------|
| | | | | | TOTAL | < 1 an | 1 an à 5 ans | au delà | |
| COPIEUR | 4 725,00 | 2 925,00 | 1 080,00 | 4 005,00 | 720,00 | 720,00 | - | - | - |
| TOTAUX | 4 725,00 | 2 925,00 | 1 080,00 | 4 005,00 | 720,00 | 720,00 | - | - | - |

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

Etat des créances

ETAT DES CREANCES

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|------------------------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | | | |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 12 936 | 12 936 | |
| Autres | 64 795 | 64 795 | |
| Capital souscrit – appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 15 107 | 15 107 | |
| Total | 92 837 | 92 837 | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

ETAT DES DETTES

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 18 897 | 18 897 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 16 107 | 16 107 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | | | | |
| Produits constatés d'avance | 12 936 | 12 936 | | |
| Total | 47 941 | 47 941 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

VILLA DU PARC

Association Loi 1901

12 Rue de Genève
74100 ANNEMASSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association de Loi 1901

12 Rue de Genève

74100 ANNEMASSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Fidexor

Siège Social
Z.I. la Châtelaine
37 rue René Cassin
74240 GAILLARD
Tel. 04 50 39 97 00

S.A.S au capital de 50 000 €
RCS THONON-LES-BAINS
SIREN : 332 187 970 - APE : 6920Z

Société d'expertise comptable inscrite au tableau
de l'Ordre de la région Rhône-Alpes et de
commissariat aux comptes membre de la compagnie
régionale de Chambéry.

implid.com



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Lyon, le 9 juin 2023

Le commissaire aux comptes
Fidexor

Thibault CHALVIN
Associé

